

Burundi : Le PNUD s'engage pour 70 M USD contre la pauvreté

PANA, 05 janvier 2013 Bujumbura, Burundi - Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) va contribuer pour plus de 70 millions de dollars américains au financement du Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP II, seconde génération) au Burundi sur les trois prochaines années, apprend-on de source diplomatique à Bujumbura. L'annonce a été faite, vendredi, par le chargé de programmes au bureau burundais du PNUD Justin Ningbo, au cours d'une réunion d'échanges avec les représentants du gouvernement burundais sur les programmes prioritaires du CSLP II à financer.

Dans le vaste programme du CSLP II, le PNUD compte concentrer ses efforts sur la promotion de la Bonne gouvernance et la redynamisation de l'économie rurale. Le Burundi avait encore vendu avec succès le CSLP II lors de la table ronde des partenaires au développement qui a eu lieu au mois d'octobre 2012, à Genève, en Suisse, en obtenant des engagements et promesses d'aide de l'ordre de 2,6 milliards de dollars américains. Les promesses commencent à se concrétiser et le PNUD va contribuer pour plus de 70 millions de dollars américains au financement de ce programme socio-économique-clé pour un pays post-conflit comme le Burundi. Le CSLP II a encore figuré en bonne place dans le message de nouvel an que le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a adressé à ses compatriotes. "Nous gagnerons la bataille de lutte contre la pauvreté, surtout que nous avons une orientation très claire dans les deux programmes-clé que sont le CSLP II et la Vision Burundi 2025", a-t-il souligné, en substance. Le volumineux document de CSLP II, en passe de devenir une véritable bible pour les dirigeants et les exécutants, reconnaît cependant une série de défis et enjeux au développement du Burundi à moyen terme. Parmi les défis figurent, en tête de liste, la croissance démographique 'non encore maîtrisée', l'inefficacité des systèmes de production agricole, l'allocation des ressources qui ne privilégie toujours pas les secteurs porteurs de croissance, le faible niveau d'investissement du secteur privé, le déficit persistant de l'énergie électrique ou encore les lacunes au niveau de la qualité des ressources humaines. L'ambitieux programme de croissance et de lutte contre la pauvreté est axé autour de plusieurs priorités stratégiques relatives au renforcement de l'Etat de droit, à la consolidation de la Bonne gouvernance et à la promotion de l'égalité du Genre. L'autre axe du CSLP II est la transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois, ou encore l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base, le renforcement du socle de la protection sociale, ainsi que la gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.